



ASSISES DU TRAVAIL SOCIAL LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU GRAND SUD ONT DIT NON AU GOUVERNEMENT

Vendredi 27 juin 2014, Assistants de Service Social, Éducateurs Spécialisés, Conseillères en Économie Sociale et Familiale, Éducateurs de Jeunes Enfants, étions nombreux à investir les Assises Interrégionales du Travail Social pour exercer notre devoir d'alerte.

Nous avons dit STOP à un processus d'évaluation du travail social au sein duquel jamais ni la question des financements des politiques sociales, ni la question de la reconnaissance des diplômes d'État des professionnels au niveau Bac + 3, ni la question de la complémentarité de nos différents métiers, ne sont évoquées.

A la CAF13 nous dénonçons une participation figurative des travailleurs sociaux à ces Assises. Le S.I.S. censé représenter le Travail Social à la CAF, a fait cavalier seul dès le départ et joué la carte du flou sciemment entretenu. Prenant de la « hauteur avec le terrain » les ingénieurs ont réalisé une contribution écrite pour ces assises sans aucune concertation avec les principaux intéressés ! Vous constaterez à sa lecture qu'il est très éloigné de nos pratiques professionnelles !!

L'ensemble des manifestants déterminé à être enfin entendu, a exigé un rendez-vous avec la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé pour entamer de véritables négociations dans l'intérêt des populations et des professionnels. Le refus de cette dernière officialise sa rupture avec les populations les plus fragiles et précaires et avec les professionnels du travail social.

Ces Assises alibis n'ont pu se tenir, la Direction de la Cohésion Sociale prenant la décision de les reporter.

Rappelons tout de même que le gouvernement ne cesse de prendre des décisions qui ont pour conséquences la dégradation de nos services publics et l'absence de moyens nécessaires aux familles les plus précaires.

Cette action, véritable démonstration de force des travailleurs sociaux, donne le ton aux autres départements et prépare la mobilisation début 2015 dans le cadre de la tenue des États Généraux du Travail Social. A moins que la toute récente reprise en main du dossier par la secrétaire d'État chargé de l'exclusion, Ségolène Neuville, ne permette l'ouverture d'un vrai débat...

ENSEMBLE, PLUS FORTS, NOUS AVONS DIT STOP.

**RESTONS MOBILISÉS POUR FAIRE ABOUTIR
NOS LEGITIMES REVENDICATIONS**